

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Le capitaliste Thierry breton et la dette de "nos" enfants

- Politique -

Date de mise en ligne : lundi 15 août 2005

Démocratie & Socialisme

Le ministre de l'Economie et des Finances du gouvernement de Villepin-Sarkozy, Thierry Breton, ne manque pas d'air. Il affirme avoir calculé que " chaque enfant naît aujourd'hui avec une dette de plus de 17 000 euros ". Effrayé par une telle situation il aurait donc décidé d'en parler avec " courage " aux Français.

Mais s'il voulait vraiment en parler avec " courage " pourquoi n'a-t-il pas expliqué aux Français l'origine de cette dette ? Ce n'est pourtant pas si compliqué. L'origine de cette dette, c'est la baisse des impôts : qu'il s'agisse de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés.

Depuis une décennie, en effet, les gouvernements (surtout de droite, mais aussi de gauche malheureusement) baissent régulièrement les impôts : les recettes de l'Etat sont donc moins importantes et le déficit budgétaire se creuse.

Pour combler ce déficit (qu'il a lui-même créé), l'Etat est obligé d'emprunter aux rentiers. Les rentiers gagnent ainsi sur tous les tableaux : l'Etat leur prélève moins d'impôt et leur verse des intérêts (plusieurs millions d'euros chaque année) pour les prêts qu'ils font à ce même Etat. L'Etat, quant à lui, perd sur tous les tableaux : son budget est en déficit et il doit emprunter et payer des intérêts aux rentiers, ce qui accroît encore son déficit. L'Union européenne et sa Banque centrale en rajoutent une louche en maintenant des taux d'intérêts élevés (sous prétexte de garantir la valeur de l'euro) qui font les délices de ces mêmes rentiers.

La droite utiliser la dette qu'elle a, ainsi, délibérément créée soit pour affirmer qu'il faut réduire les dépenses sociales, soit pour affirmer qu'il faut travailler plus. C'est cette dernière trompette que Thierry Breton vient d'emboucher : "Pour financer notre modèle, il faut travailler plus et tout au long de sa vie ". Ceux qui pensaient que " notre modèle " que Breton n'ose pas qualifier de " social " incluait la retraite à 60 ans en seront pour leurs frais. Il est vrai que la logique n'y aurait pas trouvé son compte : comment en effet, préserver la retraite à 60 ans en travaillant jusqu'à 65 ans ? Et lorsque le même Breton affirme qu'il faut travailler au-delà de 65 ans et qu'il n'y a pas assez de femmes au travail en France, il ne fait que reprendre les " lignes directrices pour l'emploi " définies par l'Union européenne. Ces "lignes directrices " servaient de référence au projet de Constitution européenne dans son chapitre sur l'emploi. Ce projet a été massivement rejeté par le peuple français. A l'évidence, Monsieur Breton s'en fiche éperdument.

Il est vrai que les " lignes directrices de l'emploi " présentent un intérêt inappréciable pour le patronat et donc pour Monsieur Breton. En effet, augmenter le nombre de femmes et de salariés de plus de 60 ans (voire 65 ans) au travail permet d'augmenter la main d'oeuvre dont les entreprises européennes auront de plus en plus besoin (en fonction de l'évolution démographique) sans pour autant diminuer le volant de chômage. Un volant de chômage si utile au patronat pour imposer aux salariés la stagnation de leur pouvoir d'achat et la flexibilité de leur emploi.

Thierry Breton n'évoque pas la dernière solution préconisée par les "lignes directrices pour l'emploi " : l'augmentation résolue du nombre de jeunes de moins de 15 ans au travail. Il faut reconnaître que cela aurait constitué une faute de goût et n'aurait pas vraiment cadré avec son apitoiement sur nos enfants et le fardeau de leur dette.